



Budget de l'Inde - 2026

Synthèse des changements clés,
propositions fiscales et impact
économique

Now, for tomorrow

Sommaire

03
Avant-Propos

04
**Mouvement de
la Roupie**

05
**Le Budget
en bref**

06
**Propositions
Budgétaires**
Taxes Directes &
Indirectes

11
**Focus sur le
Commerce et
les Échanges**

14
**Impact
Économique**

15
**Changements
Récents de
Politique**

18
**Indicateurs
Économiques**

Destiné à l'usage exclusif des clients et du personnel du cabinet.

Nous avons pris toutes les mesures nécessaires pour nous assurer que les informations contenues dans ce document proviennent de sources fiables et que cette publication est exacte. Toutefois, cette publication n'est pas destinée à prodiguer des conseils juridiques, fiscaux, comptables ou autres conseils professionnels. Nous recommandons de demander un avis professionnel avant d'entreprendre une action sur des questions spécifiques.

Avant-Propos



Ajay Sethi
Managing Partner

E: ajay.sethi@bakertilly.in

De l'ambition à la réalisation. Du potentiel à la performance.

L'année 2025 a marqué une phase de forte croissance pour l'Inde. Les entreprises, tant nationales qu'internationales, ont réagi favorablement à cette dynamique. Toutefois, cette trajectoire a rapidement été confrontée à la montée des tensions géopolitiques et des incertitudes mondiales, générant des vents contraires externes pour la stabilité macroéconomique du pays.

Le Gouvernement a depuis adopté une posture résolument proactive pour soutenir le climat d'investissement. La stratégie commerciale et géopolitique de l'Inde a retrouvé un nouvel élan à travers la conclusion de plusieurs accords de libre-échange, dont le plus récent avec l'Union européenne, s'inscrivant dans la continuité de ceux signés avec le Royaume-Uni, la Nouvelle-Zélande, les Émirats arabes unis et d'autres partenaires. Cette dynamique s'est accompagnée de réformes structurelles majeures, telles que le projet de loi de finances simplifiée (Income Tax Act 2025) destinée à remplacer la loi de 1961, la GST 2.0 visant à simplifier les obligations de conformité, la rationalisation de 29 législations du travail en 4 codes, l'adoption d'une nouvelle politique maritime, l'ouverture à 100 % des investissements directs étrangers dans le secteur de l'assurance, entre autres.

Dans ce contexte, la Ministre des Finances a utilisé ce budget à la fois pour concrétiser les réformes en cours et pour définir une feuille de route claire pour la prochaine phase de croissance. Elle reconnaît la nécessité d'une croissance économique durable, d'un développement centré sur les individus et d'une amélioration continue de l'environnement des affaires. Sa stratégie économique repose sur trois piliers clés : la poursuite des réformes structurelles, un secteur financier solide et l'adoption de technologies de pointe, notamment l'IA. L'objectif est explicite : réduire la dépendance extérieure et renforcer la résilience économique à long terme.

L'an dernier, la majorité des dépenses d'investissement en capital était orientée vers la défense, les infrastructures ferroviaires et routières. Cette orientation demeure, avec un accent accru sur l'extraction et le transport des minéraux critiques ainsi que sur le développement urbain. La Ministre a lancé la Semiconductor Mission 2.0, avec des objectifs clairement définis, tout en doublant l'enveloppe du programme de fabrication de composants électroniques pour atteindre 400 milliards d'INR. Afin d'améliorer la qualité des médicaments, une allocation de 100 milliards d'INR a également été prévue pour le secteur biopharmaceutique.

Les secteurs impactés par les droits de douane, tels que le textile ou la pêche, bénéficient d'une attention particulière à travers des allocations budgétaires ciblées et des allègements fiscaux. Le secteur maritime reste une priorité, notamment pour la construction et la réparation navales, avec l'ajout de 20 voies navigables intérieures au plan existant, ainsi que la création d'un nouveau corridor de fret.

Aussi, des opportunités significatives émergent pour les acteurs du développement foncier et de la logistique. Parallèlement, afin de soutenir le secteur de l'hôtellerie et du tourisme, plusieurs initiatives ont été lancées, notamment des programmes de montée en compétences des guides, le développement du tourisme médical, ainsi qu'un ensemble de mesures complémentaires.

Fidèle à sa prudence, la Ministre des Finances s'est abstenue de modifier les taux d'imposition. Elle a en revanche simplifié les mécanismes de retenue à la source et dépenalisé de nombreuses dispositions fiscales, privilégiant désormais les sanctions financières aux poursuites pénales. L'accent est clairement mis sur les réformes de politique publique et la simplification de la conformité. Les seuils et règles de 'Safe Harbour' ont également été assouplis pour le secteur de l'IT. Dans la continuité de son action en faveur du secteur manufacturier l'an dernier, elle a mis en place cette année un comité bancaire de haut niveau chargé de proposer des réformes structurelles pour le secteur financier.

Les initiatives visant à renforcer la localisation de la production industrielle et à réduire les incertitudes de trésorerie des PME méritent une mention particulière, tout comme les réformes des droits de douane destinées à instaurer un climat de confiance et à simplifier les procédures. Le Gouvernement poursuivra sa stratégie de réduction progressive du déficit budgétaire, désormais ciblé à 4,3%, contre 4,4% l'an dernier. L'Inde espère clôturer l'exercice avec une croissance du PIB de 7,4% et une inflation maintenue sous le seuil des 2%. Les réformes stratégiques et les accords commerciaux permettront-ils de neutraliser les vents contraires géopolitiques et d'obtenir des résultats équivalents, voire supérieurs, l'an prochain ?

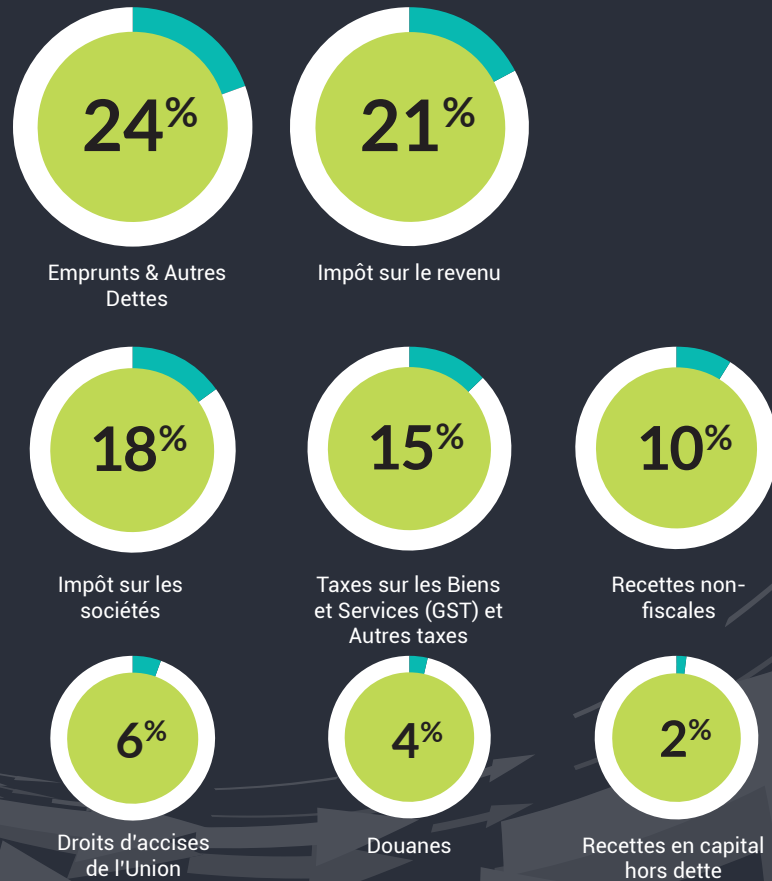
Nous le pensons. Ce budget s'inscrit dans la continuité d'un engagement fort en faveur de l'investissement et de la stabilité macroéconomique. La Ministre des Finances fait preuve de constance et de détermination, tandis que le réservoir d'investissements continue de se renforcer. L'Inde la soutient pleinement.



Mouvement de la Roupie

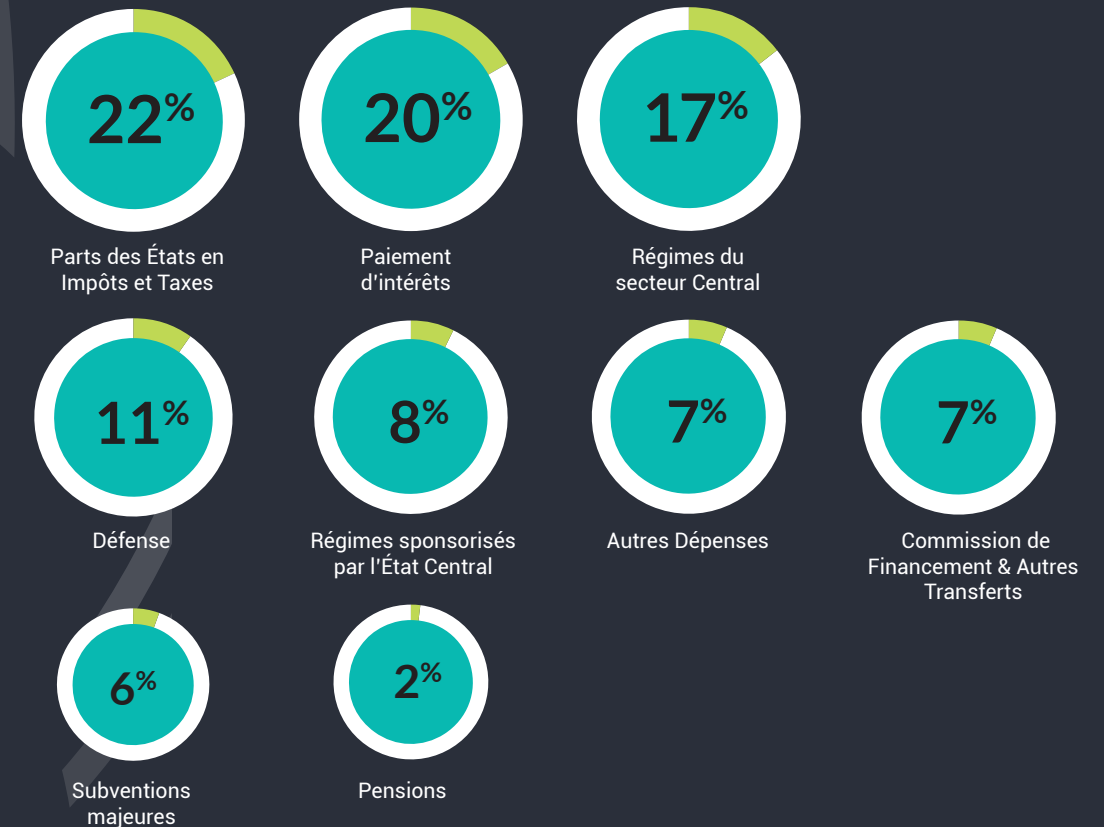
La Roupie vient de

La structure des recettes demeure fortement dépendante de l'endettement et de la fiscalité



La Roupie est allouée à

La part des transferts fiscaux aux États et paiement d'intérêts représentent à eux seuls plus de 40% des dépenses totales.



Le Budget en bref

Changements clés de politique et indicateurs macro-économiques

TAXES DIRECTES

- Les produits issus des rachats d'actions (buy-back) sont requalifiés en plus-values
- Révision des règles de Safe Harbour en matière de prix de transfert
- Extension du champ d'application pour le dépôt de déclarations fiscales rectificatives
- Exemptions fiscales pour les entreprises étrangères exploitant des centres de données en Inde
- Mise en place d'une fenêtre de divulgation limitée au titre du BMA pour les petits contribuables

TAXES INDIRECTES

Droits de douane

- Exonération des matières premières destinées à la fabrication de pièces aéronautiques utilisées pour la maintenance, la réparation et la révision (MRO)
- Suppression de l'obligation d'autorisation préalable pour le transfert de marchandises d'un entrepôt à un autre
- Prolongation de la validité des décisions anticipées (advance rulings) à cinq ans

Taxes sur les Biens et Services (GST)

- Le lieu d'imposition des services d'intermédiation est désormais déterminé par la localisation du bénéficiaire
- Décorrélation du bénéfice de la note de crédit sous le régime de la GST de l'accord initial, pour les remises accordées après la vente

COMMERCE & ÉCHANGES

- Lancement du programme BioPharma SHAKTI, doté d'une enveloppe de 100 milliards d'INR, visant à renforcer la production nationale de médicaments biologiques et de biosimilaires
- Déploiement de l'India Semiconductor Mission 2.0 afin de renforcer l'écosystème, d'élargir les capacités de fabrication d'équipements et de matériaux
- Lancement du Container Manufacturing Scheme, avec une allocation de 100 milliards d'INR

DIMENSION SOCIALE

- Développement des infrastructures éducatives numériques et orientées vers l'industrie, afin d'améliorer l'employabilité et la préparation des travailleurs
- Mise en place de chaînes de valeur agricoles intégrées et de programmes ciblant la jeunesse, visant à accroître les revenus ruraux et les exportations rurales

INDICATEURS ÉCONOMIQUES

- Croissance du PIB estimée à 7,4 % pour l'exercice 2025-26
- Inflation globale basée sur l'IPC estimée à 1,7% en décembre 2025
- Réserves de change évaluées à 687,73 milliards d'USD en décembre 2025
- Hausse de la production dans les industries de base, notamment l'acier et le ciment
- Production d'énergie renouvelable en progression de 23,12%
- Électrification du réseau ferroviaire couvrant 99,1% du réseau total



Propositions Budgétaires

Taxes Directes & Taxes Indirectes

Cette section résume les propositions fiscales principales annoncées dans le Budget de l'Union 2026-27 et leurs implications pour les entreprises et les contribuables.

Les dispositions relatives aux impôts directs contenues dans le projet de loi de finances 2026 s'appliqueront normalement à l'exercice financier commençant le 1^{er} avril 2026, tandis que les dispositions relatives aux impôts indirects s'appliqueront avec effet immédiat, sauf indication contraire.

Taxes Directes

IMPÔT SUR LE REVENU

- Les tranches d'imposition de base pour les particuliers et les HUF restent inchangées dans l'ancien et le nouveau régime.

ANCIEN RÉGIME		NOUVEAU RÉGIME ²	
TRANCHES DE REVENUS (₹)	TAUX (%)	TRANCHES DE REVENUS (₹)	TAUX (%)
Jusqu'à 250,000 ¹	Nul	Jusqu'à 400,000	Nul
250,001 – 500,000	5	400,001 – 800,000	5
500,001 – 1,000,000	20	800,001 – 1,200,000	10
		1,200,001 – 1,600,000	15
1,000,001 et au-delà ³	30	1,600,001 – 2,000,000	20
		2,000,001 – 2,400,000	25
		2,400,001 et au-delà ³	30

¹La limite d'exonération pour les personnes atteignant 60 et 80 ans reste inchangée à 300 000₹ et 500 000₹ respectivement.

²La limite de réduction d'impôt pour les personnes physiques, les HUF, les associations de personnes (autres que les sociétés coopératives), les groupes de personnes physiques et les personnes morales artificielles reste inchangée à 1,2 millions d'INR.

³La surtaxe reste inchangée : 10% pour les revenus de 5 à 10 millions d'INR ; 15% pour les revenus de 10 à 20 millions d'INR ; 25% pour les revenus de 20 à 50 millions d'INR ; 37% pour les revenus supérieurs à 50 millions d'INR. Néanmoins, la surtaxe reste plafonnée à 25% pour les revenus supérieurs à 50 millions d'INR dans le cadre du nouveau régime.

- Les taux d'imposition des sociétés de personnes, des collectivités locales et des sociétés coopératives restent inchangés. Dans le cas d'une société coopérative, la surtaxe reste inchangée à 7% pour les revenus supérieurs à 10 millions d'INR et à 12% pour les revenus supérieurs à 100 millions d'INR. Dans tous les autres cas, la surtaxe est de 12% lorsque le revenu dépasse 10 millions d'INR.

- Les taux d'imposition des sociétés restent inchangés, à savoir:

SOCIÉTÉ	TAUX (%)
De droit local ¹	
▸ Limite spécifique de CA / des recettes brutes	25 ²
▸ Autres	30
Étrangère	35 ³

¹La surtaxe est maintenue à 7% et 12% lorsque le revenu dépasse 10 millions et 100 millions d'INR respectivement.

²Le bénéfice du taux d'imposition réduit s'applique aux entreprises dont le CA ou les recettes brutes ne dépassent pas 4 milliards d'INR au cours de l'exercice 2024-25

³La surtaxe est maintenue à 2 % et 5 % lorsque le revenu dépasse 10 millions et 100 millions d'INR respectivement.

- Le régime fiscal préférentiel reste inchangé pour les entités manufacturières éligibles, bien que les échéances ne soient pas prolongées, à savoir :

ENTITÉ	TAUX (%)
Entreprise de droit local et société coopérative ¹	
▸ Nouvelle entreprise manufacturière	15 ²
▸ Nouvelle société cooperative manufacturière	15 ²
▸ Autres	22

¹Déductions en vertu des dispositions du chapitre VI-A limitées pour bénéficier d'un taux d'imposition préférentiel. Surtaxe de 10%.

²Avantage applicable aux entreprises immatriculées le ou après le 1er octobre 2019 et aux sociétés coopératives créées le ou après le 1er avril 2023 et commençant la production (y compris la production d'électricité) le ou avant le 31 mars 2024, sous certaines conditions.

MINIMUM ALTERNATE TAX ('MAT')

- Le taux principal du MAT est réduit de 15% à 14%.
- Aucun crédit d'impôt au titre du MAT n'est disponible pour les sociétés de droit local sous l'ancien régime.
- Le crédit MAT accumulé peut être imputé sur une période allant jusqu'à 15 ans pour les sociétés de droit local sous le nouveau régime, dans la limite de 25% de l'impôt normal dû.
- Aucun impact pour les sociétés étrangères.

PLUS-VALUES

- Les produits issus du rachat d'actions ou de titres (buy-back) par une société indienne, précédemment imposés comme dividendes, sont désormais taxés en tant que plus-values. Le groupe promoteur est soumis à une imposition additionnelle, à savoir :

PLUS-VALUES	TAUX EFFECTIFS (%) POUR LES PROMOTEURS	
	SOCIÉTÉ DE DROIT LOCAL	AUTRES
À long terme	22 (12.5 + 9.5 ¹)	30 (12.5 + 17.5 ¹)
À court terme (actions cotées ou titres)	22 (20 + 2 ¹)	30 (20 + 10 ¹)

¹Taux d'imposition additionnelle

INCITATIONS FISCALES - INTERNATIONAL FINANCIAL SERVICES CENTRE (IFSC)

- Prolongation de 10 ans d'exonérations fiscale pour les unités IFSC et les Offshore Banking Units (OBU).
- À l'issue de la période d'exonération, les revenus d'exploitation des unités IFSC et OBU seront imposés à un taux de 15%.

FISCALITÉ INTERNATIONALE

- Exonération fiscale jusqu'en 2047 pour les revenus perçus par des sociétés étrangères fournissant des services cloud depuis des centres de données situés en Inde. Les revenus attribuables à des clients indiens demeurent imposables si les services sont fournis via un revendeur indien.
- Exonération sur cinq ans pour les revenus issus de la fourniture de biens d'équipement, machines ou outillages à des fabricants indiens de composants électroniques implantés en zone douanière.
- Exonération sur cinq ans pour les revenus perçus par des non-résidents fournissant des services spécifiés en Inde dans le cadre d'un régime notifié.

CONTRÔLE FISCAL

- Le délai de prescription pour l'achèvement de la procédure d'examen ne s'applique qu'au projet d'ordonnance de contrôle et non à l'ordonnance définitive rendue conformément aux instructions du DRP (Dispute Resolution Panel).

RETENUE À LA SOURCE / PERCEPTION DE L'IMPÔT

- Les dispositions relatives à la retenue à la source (TCS) ont été rationalisées. Principales modifications :

NATURE DU REVENU	TAUX DE TCS (%)	
	DE	À
Boissons alcoolisées destinées à la consommation humaine	1	2
Feuilles de Tendu	5	2
Débris	1	2
Minéraux (charbon, lignite ou minerai de fer)	1	2
Virements dans le cadre du LRS pour des frais d'éducation/de traitement médical d'un montant ou d'un total supérieur à 1 million d'INR	5	2
Forfait de voyage à l'étranger comprenant le transport, l'hébergement à l'hôtel, les repas, le logement ou les frais connexes	5 (≤1 million)	2
	20 (>1 million)	

- Les intérêts sur les indemnités accordées par le Motor Accidents Claims Tribunal à un particulier sont exonérés d'impôt.
- Pour obtenir un taux d'imposition nul ou réduit, les petits contribuables peuvent désormais faire une demande en ligne dans le cadre d'un processus automatisé basé sur des règles.
- Les personnes physiques résidentes ou les HUF n'ont pas besoin d'un numéro TAN pour prélever l'impôt sur l'achat d'un bien immobilier auprès d'un non-résident.
- Le paiement des services de fourniture de main-d'œuvre fournis par un prestataire, qu'il s'agisse d'une personne physique ou HUF, est désormais soumis à une retenue à la source à un taux réduit de 1 ou 2%.

DIVULGATION DES ACTIFS ÉTRANGERS DES PETITS CONTRIBUABLES (FAST-DS 2026)

- Le programme FAST-DS 2026 est introduit en tant que programme à durée limitée visant à divulguer les revenus ou les actifs des contribuables qui :
 - n'ont pas fourni de déclaration de revenus, ou
 - ont déposé une déclaration de revenus mais n'ont pas déclaré les actifs situés en dehors de l'Inde ou les revenus étrangers
- Régime FAST-DS 2026:

TYPE D'ACTIFS OU DE REVENUS	MONTANT DE L'IMPÔT À PAYER	CONDITIONS
Aucune mention dans la déclaration de revenus	Aggregate of the below <ul style="list-style-type: none">▸ 30% de la Juste Valeur Marchande (JVM) de l'actif au 31 mars 2026▸ 30% des revenus étrangers non declares sous forme d'impôt, et▸ 100% du montant ci-dessous	Total des revenus étrangers non déclarés et de la JVM des actifs étrangers non déclarés ≤10 millions d'INR
a. Aucune mention dans la déclaration de revenus, mais impôts payés b. Aucune déclaration au moment de devenir résident, mais actifs acquis en tant que non-résident	Frais de 0,1 million d'INR	JVM des actifs étrangers non déclarés ≤ 50 millions d'INR

- Octroi d'une immunité limitée contre tout impôt, pénalité et poursuite supplémentaires en vertu du Black Money (Undisclosed Foreign Income and Assets) and Imposition of Tax Act, 2015 ('BMA'), à l'exception des questions couvertes par le Prevention of Money Laundering Act, 2002.

SANCTIONS ET POURSUITES

- Absence de poursuites au titre du Black Money Act pour les omissions mineures d’actifs étrangers (jusqu’à 2 millions d’INR).
- Rationalisation des dispositions en matière de poursuites, à savoir :
 - Limitation de la durée maximale d’emprisonnement à 2 ans et à 3 ans pour les récidives, et remplacement de l’emprisonnement rigoureux par l’emprisonnement simple
 - Introduction d’un cadre de poursuites graduelles en fonction du montant de l’impôt concerné
 - Dépénalisation du non-paiement de l’impôt prélevé à la source sur les gains ou les contreparties entièrement en nature dans le cadre des jeux en ligne et des actifs numériques virtuels
- À l’issue de la procédure d’examen, le fonctionnaire des impôts peut désormais établir une évaluation combinée et une ordonnance de pénalité. Aucun intérêt n’est appliqué en cas de retard dans le paiement du montant de la pénalité jusqu’à l’issue du premier recours.
- Il est désormais possible d’obtenir un sursis de la date d’exigibilité du paiement moyennant le versement de 10% de la demande fiscale.
- Rationalisation des dispositions pénales, à savoir :

NON- CONFORMITÉ	CADRE ACTUEL (PÉNALITÉS)	NOUVEAU CADRE (PÉNALITÉS)
Défaut de faire auditer les comptes	Le montant le plus bas entre 0,5% du total des ventes / du CA / des recettes brutes ; ou 0,15 million d’INR	Retard jusqu’à 1 mois – 0,075 million d’INR Retard supérieur à 1 mois – 0,15 million d’INR
Défaut de fourniture du rapport comptable (formulaire 3CEB)	0,1 million d’INR	Retard jusqu’à 1 mois – 0,05 million d’INR Retard supérieur à 1 mois – 0,1 million d’INR

NON- CONFORMITÉ	CADRE ACTUEL (PÉNALITÉS)	NOUVEAU CADRE (PÉNALITÉS)
Défaut de fourniture du Statement of Financial Transaction (SFT) ¹	500 INR par jour	200 INR par jour (plafonné à 0,1 million)
Défaut de fourniture d’informations relatives aux crypto-actifs	Aucune disposition spécifique	200 INR par jour (plafonné à 0,05 million)

¹Augmentation de la pénalité à 1 000 INR par jour (plafond de 0,1 million d’INR) en cas de retard dans la fourniture du formulaire SFT en réponse à une notification.

- Extension de l’immunité de pénalité aux cas de déclaration erronée de revenus, moyennant le paiement de 100% de l’impôt sur les revenus déclarés et erronés, et de 120% de l’impôt sur les revenus non déclarés.

PRIX DE TRANSFERT

- Une partie liée, dont le revenu et l’obligation fiscale sont modifiés en raison de la signature d’un accord préalable en matière de prix de transfert (Advance Pricing Agreement - APA), peut fournir une déclaration fiscale modifiée (dans un délai de trois mois) pour les années fiscales couvertes par l’APA.
- Règles de Safe Harbour révisées, à savoir:

SERVICES ÉLIGIBLES	TAUX PROPOSÉ	REMARQUES
Services de développement de logiciels, ITeS, KPO et services de R&D sous contrat regroupés sous l’appellation ‘Information Technology Services’ ¹	15,5% sur le coût	<ul style="list-style-type: none">Seuil de CA augmenté de 3 000 à 20 000 millions d’INRValable jusqu’à 5 ans, au choix du contribuable
Services de centre de données fournis par une société résidente indienne à une partie liée étrangère	15% sur le coût	Nouvellement introduit

AUTRES MESURES FISCALES

- La date limite de dépôt des déclarations fiscales par les contribuables dont les revenus ne sont pas soumis à audit, y compris les associés d’une société, est reportée du 31 juillet au 31 août.
- La date limite actuelle pour modifier une déclaration fiscale est reportée du 31 décembre au 31 mars, moyennant le paiement d’une somme symbolique.
- Une déclaration de revenus mise à jour peut désormais être soumise pour signaler une réduction du montant de la perte, et lors du lancement d’une procédure de réévaluation avec un paiement supplémentaire de 10% du montant total de l’impôt et des intérêts dus.
- Les intérêts débiteurs liés aux revenus de dividendes ou de fonds communs de placement, auparavant autorisés jusqu’à 20%, ne sont plus déductibles.
- Les taux de la taxe sur les transactions sur titres (STT) ont été augmentés, à savoir:

OPÉRATIONS SUR TITRES	TAUX DE STT (%)	
	DE	À
Ventes d’options	0.10	0.15
Vente d’options, lorsqu’elles sont exercées	0.125	0.15
Vente de contrats à terme	0.02	0.05

Taxes Indirectes

DROITS DE DOUANE

POINTS CLÉS

- Amendements
 - Les pénalités payées lors du recouvrement des droits de douane seront considérées comme des « charges » pour non-paiement des droits.
 - La validité des décisions anticipées (advance rulings), y compris les décisions existantes, est prolongée de 3 à 5 ans.
 - Aucune autorisation préalable n'est requise pour le transfert de marchandises d'un entrepôt à un autre, sous réserve des conditions prescrites.
 - De nouvelles lignes tarifaires sont introduites afin de faciliter l'identification des produits et d'assurer un contrôle efficace.
 - Le paiement différé des droits, actuellement fixé à 15 jours, est désormais effectué mensuellement pour les importateurs-fabricants éligibles.
 - Baggage Rules, 2026, introduites afin de rationaliser les dispositions relatives aux bagages et de faciliter la résolution des problèmes d'interprétation, remplaçant les Baggage Rules, 2016.
 - Réduction à 10% des droits de douane de base sur les marchandises importées pour un usage personnel.
- Exemptions
 - Exonération des droits de douane de base sur les biens d'équipement destinés à la fabrication de cellules lithium-ion étendue aux batteries utilisées pour le stockage d'énergie stationnaire.

- Les matières premières destinées à la fabrication de pièces d'aéronefs pour l'entretien, la réparation et la révision d'aéronefs ou de composants, y compris les moteurs, si elles sont importées par des unités du secteur public relevant du ministère de la Défense, sont exonérées sous réserve des conditions prescrites.
- La validité de l'exonération des droits de douane de base/des taux préférentiels sur certaines marchandises est prolongée jusqu'au 31 mars 2028.

Modification des taux de droits de douanes pour certains produits :

PRODUIT	TAUX (%)		
	De	↑↓	À
Monazite	2.5	↓	Nul
Antimoniate de sodium destiné à la fabrication de verre solaire	7.5	↓	Nul
Hydroxyde de potassium	Nul	↑	7.5
Tous les produits destinés à la production d'énergie nucléaire (y compris les barres de contrôle et de protection, et les barres d'absorption combustibles)	7.5	↓	Nul
Produits spécifiques destinés à la fabrication de fours à micro-ondes	Selon le cas	↓	Nul

DROIT D'ACCISE

- Le biogaz/biogaz comprimé (CBG) contenu dans le gaz naturel comprimé (GNC) mélangé est exclu de la valeur transactionnelle pour le calcul du droit d'accise.
- La mise en œuvre de la taxe d'accise supplémentaire sur le diesel non mélangé est reportée.

TAXE SUR LES BIENS ET SERVICES (GST)

Amendements

- Le lieu de prestation des services intermédiaires est désormais le lieu où se trouve le bénéficiaire des services.
- Les remboursements résultant d'une structure fiscale inversée peuvent faire l'objet d'un remboursement provisoire.
- Le gouvernement central peut habiliter une autorité existante à traiter les recours liés à la National Appellate Authority for Advance Ruling.
- Le lien entre la remise après-vente et les conditions du contrat n'est plus nécessaire pour demander le bénéfice d'une note de crédit.



Focus sur le Commerce & les Échanges

INDUSTRIE MANUFACTURIÈRE

- Biopharma SHAKTI a annoncé un investissement de 100 milliards d'INR (1,09 milliard d'USD) sur cinq ans pour créer un écosystème dédié à la production nationale de médicaments biologiques et biosimilaires, en augmentant la capacité grâce à trois nouveaux National Institutes of Pharmaceutical Education and Research ('NIPER') et en modernisant les sept instituts existants, ainsi qu'en renforçant la Central Drugs Standard Control Organization ('CDSCO') afin de garantir des autorisations réglementaires plus rapides et alignées sur les normes internationales.
- L'India Semiconductor Mission ('ISM') 2.0 a été annoncée afin d'approfondir l'écosystème indien des semi-conducteurs en développant la production nationale d'équipements et de matériaux, en renforçant les capacités de conception et de fabrication, en sécurisant la propriété intellectuelle indienne à tous les niveaux et en créant des centres de R&D dirigés par l'industrie et une main-d'œuvre qualifiée.
- Il est proposé de porter le budget du programme de fabrication de composants électroniques de 229,19 milliards d'INR (2,49 milliards d'USD) à 400 milliards d'INR (4,35 milliards d'USD).
- **Des corridors pour les Terres Rares ont été annoncés afin de soutenir l'exploitation minière, la transformation, la recherche et la fabrication dans les États riches en minerais.**
- Un programme sera lancé pour aider les États à créer trois parcs chimiques spécialisés grâce à une approche axée sur les défis, basée sur un modèle plug-and-play orienté vers les clusters, afin de renforcer la production chimique nationale et de réduire la dépendance vis-à-vis des importations.
- Des programmes ont été annoncés pour l'amélioration des équipements de construction et d'infrastructure et des ateliers d'outillage de haute technologie, ainsi que pour la revitalisation de 200 clusters industriels historiques afin d'améliorer la productivité, les infrastructures, la qualité et la technologie dans le secteur manufacturier.
- Programme de fabrication de conteneurs proposé avec un budget de 100 milliards d'INR (1,09 milliard d'USD) sur cinq ans, afin de mettre en place un écosystème de fabrication de conteneurs compétitif à l'échelle mondiale.

- Des dispositifs ont été proposés en faveur du secteur textile à forte intensité de main-d'œuvre, dans le cadre d'un programme intégré regroupant le National Fibre Scheme, le Textile Expansion and Employment Scheme, le National Handloom and Handicraft Programme, l'initiative Tex-Eco, ainsi que Samarth 2.0, dédié au développement des compétences et à la modernisation du secteur.

ÉDUCATION

- Les établissements de formation des professionnels paramédicaux seront modernisés afin d'accueillir 100 000 nouveaux professionnels au cours des cinq prochaines années dans dix disciplines sélectionnées, notamment l'optométrie, la radiologie, la psychologie appliquée et la santé comportementale.
- Cinq villes universitaires seront créées à proximité des principaux corridors industriels et logistiques afin d'accueillir des universités, des collèges, des instituts de recherche, des centres de formation et des complexes résidentiels.
- Proposition visant à renforcer l'écosystème AYUSH grâce à la création de trois nouveaux instituts ayurvédiques dans toute l'Inde, à la modernisation des pharmacies AYUSH et des laboratoires d'analyse de médicaments afin d'améliorer les normes de certification et les ressources humaines, et à la modernisation du Centre mondial de médecine traditionnelle de l'OMS à Jamnagar.
- L'Institut indien des technologies créatives de Mumbai mettra en place des laboratoires de création de contenu dans le domaine de l'animation, des effets visuels, des jeux vidéo et de la bande dessinée dans 15 000 collèges-lycées et 500 universités.
- Quatre installations télescopiques seront mises en place afin de promouvoir l'astrophysique et l'astronomie à travers des expériences immersives.

PMEs

- Fonds de croissance pour les PME proposé avec une allocation de 100 milliards d'INR (1,09 milliard d'USD) pour soutenir les futures PME championnes, offrant des incitations ciblées liées à des critères

de performance et d'éligibilité afin de favoriser leur croissance, leur compétitivité et leur formalisation. Un complément de 20 milliards d'INR (217,39 millions d'USD) au Self Reliant India Fund, permettant aux micro-entreprises et PME d'accéder au capital-risque.

- Le soutien à la liquidité des PME via le TReDS sera renforcé grâce à son adoption obligatoire par les CPSE pour les achats auprès des PME, l'escompte de factures garanti par une garantie de crédit ('CGTMSE'), l'intégration du partage de données GeM-TReDS pour un financement plus rapide et la titrisation des créances des PME afin de développer un marché secondaire et d'améliorer la liquidité et l'efficacité des règlements.

FINANCE

- Un comité de haut niveau sur le secteur bancaire sera constitué afin d'examiner de manière exhaustive ce secteur et de l'aligner sur la prochaine phase de croissance de l'Inde, tout en préservant la stabilité financière, l'inclusion et la protection des consommateurs.
- Approfondissement du marché des obligations d'entreprise grâce à la mise en place d'un cadre de tenue de marché, à un meilleur accès aux fonds et aux produits dérivés liés aux indices d'obligations d'entreprise et à l'introduction de swaps de rendement total sur les obligations d'entreprise afin d'améliorer la liquidité, la détermination des prix et la participation des investisseurs.

FACILITATION DU COMMERCE

- Une révision complète des règles relatives à la gestion des devises étrangères (instruments non liés à la dette) a été proposée afin de créer un cadre plus moderne, plus facile à utiliser et mieux adapté aux investissements étrangers, en accord avec les priorités économiques en constante évolution de l'Inde.
- Les limites du programme d'investissement de portefeuille pour les personnes physiques résidant hors de l'Inde ('PROI') ont été augmentées de 10 à 24%.

INFRASTRUCTURE

- La promotion des infrastructures devrait se poursuivre grâce à des dépenses publiques d'investissement de 12 200 milliards d'INR (132,61 milliards d'USD) pour l'exercice 2026-27, en mettant l'accent sur les infrastructures urbaines dans les villes de deuxième et troisième rangs et en tirant parti d'instruments tels que les InvIT, les REIT, les NIIIF et les NaBFID pour attirer les capitaux privés et soutenir le développement d'infrastructures évolutives à long terme.
- Le gouvernement propose de nouveaux corridors de fret dédiés, la mise en service de 20 voies navigables nationales sur cinq ans, le développement d'instituts de formation régionaux, d'écosystèmes de réparation navale intérieure et d'un programme de promotion du fret côtier afin de favoriser le transfert modal de la route et du rail vers le transport fluvial et côtier, dont la part passerait de 6% à 12% d'ici 2047.
- La capture, l'utilisation et le stockage du carbone ('CCUS') seront mis en œuvre à grande échelle dans cinq secteurs industriels, conformément à la feuille de route de décembre 2025, avec un budget proposé de 200 milliards d'INR sur cinq ans.
- Sept nouveaux corridors ferroviaires à grande vitesse ont été annoncés afin d'accélérer la mise en place de systèmes de transport de passagers respectueux de l'environnement.

MANAGEMENT FISCAL

- Adoption des recommandations de la 16e Commission des finances, qui maintiennent une dévolution verticale de 41 % aux États et prévoient 1 400 milliards d'INR (15,22 milliards d'USD) sous forme de subventions de la Commission des finances pour l'exercice 2026-27, y compris des subventions aux collectivités locales rurales et urbaines et des subventions pour la gestion des catastrophes, renforçant ainsi le fédéralisme fiscal et la prestation de services au niveau des États.

- Le ratio dette/PIB est estimé à 55,6% dans les prévisions budgétaires 2026-27, en amélioration par rapport aux 56,1% des prévisions révisées 2025-26, ce qui renforce l'engagement du gouvernement à réduire la dette et à libérer des ressources pour les dépenses prioritaires grâce à la baisse des dépenses d'intérêts.
- Le déficit budgétaire de l'exercice 2025-26 s'élève à 4,4% du PIB et devrait encore diminuer pour atteindre 4,3% du PIB dans les prévisions budgétaires 2026-27, ce qui renforce la discipline budgétaire et la viabilité de la dette à moyen terme.
- Pour l'exercice 2025-26, les recettes hors dette sont estimées à 34 000 milliards d'INR (369,57 milliards d'USD), dont 26 700 milliards d'INR (290,22 milliards d'USD) de recettes fiscales nettes du gouvernement central, tandis que les dépenses totales s'élèvent à 49 600 milliards d'INR (539,13 milliards d'USD), avec des dépenses d'investissement d'environ 11 000 milliards d'INR (119,57 milliards d'USD).
- Pour 2026-27, les recettes hors dette sont prévues à 36 500 milliards d'INR (396,74 milliards d'USD) et les dépenses totales à 53 500 milliards d'INR (581,52 milliards d'USD), les recettes fiscales nettes du gouvernement central étant prévues à 28 700 milliards d'INR (311,96 milliards d'USD).
- Pour répondre aux besoins de financement du déficit budgétaire, les emprunts nets sur le marché par le biais de titres à échéance fixe sont estimés à 11 700 milliards d'INR (127,17 milliards d'USD), les emprunts bruts sur le marché s'élevant à 17 200 milliards d'INR (186,96 milliards d'USD), tandis que le reste du financement devrait être assuré par de petites épargnes et d'autres sources.



Impact Économique

MARCHÉ DES CAPITAUX

Le Bombay Stock Exchange ('Sensex') a clôturé en baisse de 1,88%, à 80 723 points, soit une perte de 1 547 points. Le National Stock Exchange ('Nifty 50') a chuté de 1,96%, soit 495 points, pour clôturer à 24 825 points. Le Sensex a atteint un plus haut intrajournalier de 82 727 points et un plus bas de 79 899 points, tandis que le Nifty a atteint un plus haut de 25 441 points et un plus bas de 24 572 points au cours de la journée.

SECTEURS CLÉS

DYNAMIQUE DES INVESTISSEMENTS ET DES MARCHÉS

Les mesures prises sur les marchés financiers devraient renforcer la profondeur et la stabilité des marchés ainsi que la formation de capital à long terme, tout en modérant la spéculation excessive à court terme. L'augmentation de la taxe sur les transactions boursières (STT) entraîne une légère hausse des coûts de transaction, qui touche particulièrement les stratégies de trading à haute fréquence, à forte composante dérivée et à court terme.

Parallèlement, les réformes proposées, telles que l'approfondissement du marché des obligations d'entreprises grâce à des cadres de tenue de marché et à de nouveaux instruments dérivés, le renforcement de l'émission d'obligations locales et l'amélioration du financement des infrastructures via les InVIT et les REIT, devraient élargir l'univers d'investissement, améliorer la détermination des prix et soutenir la diversification de la levée de capitaux.

INDUSTRIE MANUFACTURIÈRE

L'accent mis sur la fabrication stratégique couvrant les semi-conducteurs (ISM 2.0), les composants électroniques, la biopharmacie (Biopharma SHAKTI) et la fabrication de conteneurs marque un tournant décisif vers la taille, la profondeur et la résilience de la chaîne d'approvisionnement. D'importantes dépenses pluriannuelles soutiennent la création d'un écosystème plutôt que des capacités isolées, positionnant l'Inde comme

un hub manufacturier mondial crédible dans les secteurs de la haute technologie, de la santé et des industries liées à la logistique. Cela devrait attirer des investissements directs étrangers soutenus, permettre le transfert de technologies et intégrer plus solidement l'Inde dans les chaînes de valeur mondiales.

FINANCE

La proposition de créer un comité de haut niveau sur le secteur bancaire témoigne de la continuité de la politique menée et d'une feuille de route calibrée pour l'expansion du crédit, la résilience des bilans et la protection des consommateurs, ce qui favorise un afflux soutenu de capitaux institutionnels nationaux vers les marchés des actions et de la dette. La révision complète prévue des Foreign Exchange Management (Non-Debt Instruments) Rules est particulièrement importante pour les investisseurs étrangers, car elle devrait simplifier les normes d'entrée, réduire les frictions structurelles et renforcer la sécurité en matière de propriété, de sorties et d'investissements en aval, autant de facteurs qui influencent directement les décisions d'allocation des investisseurs institutionnels étrangers.

AÉROSPATIAL ET AVIATION CIVILE

Le budget positionne le secteur aérospatial et l'aviation civile comme un moteur de croissance stratégique, soutenu par des réductions des droits de douane sur les composants et les moteurs d'avions et des exonérations pour la maintenance et les matières premières nécessaires à la réparation et à la révision ('MRO'), qui devraient permettre de réduire les coûts de production, de renforcer les chaînes d'approvisionnement et d'accélérer l'autonomie dans le domaine aérospatial. L'expansion des aéroports, des héliports, des hubs aériens régionaux et le programme UDAN améliorera les infrastructures et la logistique, favorisant ainsi la croissance du trafic passagers et du fret. Ensemble, ces initiatives visent à positionner l'Inde comme un hub mondialement compétitif pour la production et les services MRO, attirant ainsi des partenariats avec des équipementiers et la participation du secteur privé.

AGRICULTURE ET SECTEURS CONNEXES

Le budget marque le passage d'une agriculture de subsistance à des chaînes de valeur agricoles intégrées dans les domaines de la pêche, de l'élevage et des cultures de plantation, avec des programmes ciblés pour la noix de coco, la noix de cajou et le cacao afin de stimuler la productivité,

la valeur ajoutée, les exportations et les investissements à long terme. L'accent mis sur la valeur ajoutée et l'engagement des jeunes ouvre des perspectives dans les domaines de la transformation agricole, des technologies alimentaires, de l'agriculture sous contrat et des exportations, renforçant ainsi l'attrait du secteur pour les investissements à long terme.

TRANSITION ÉNERGÉTIQUE ET INFRASTRUCTURES CLIMATIQUES

L'accent mis sur l'augmentation de la capacité nucléaire à 100 GW d'ici 2047, parallèlement au déploiement à grande échelle du captage, de l'utilisation et du stockage du carbone, offre une voie stable vers la décarbonisation pour les secteurs difficiles à réduire, tels que l'acier, le ciment, les produits chimiques et le raffinage. Pour les investisseurs, cette approche marque le passage d'un cadre de transition axé uniquement sur les énergies renouvelables subventionnées à un cadre diversifié, ouvrant des opportunités dans les domaines du financement de la transition, des obligations vertes, des dettes liées à la durabilité et des actifs d'infrastructure à long terme offrant des rendements prévisibles.

LOGISTIQUE ET INTÉGRATION DE LA CHAÎNE D'APPROVISIONNEMENT

L'accent mis sur les corridors de fret, les voies navigables intérieures et le transport maritime côtier reflète une volonté structurelle de réduire les coûts logistiques, d'améliorer l'intégration de l'Inde dans les chaînes d'approvisionnement mondiales et les liaisons entre les ports et les usines, et de permettre des exportations compétitives en termes de coûts dans les secteurs de la manufacture, de la transformation agricole et des produits industriels. L'importance accordée à la fabrication de conteneurs et à la promotion du fret côtier réduit encore la dépendance vis-à-vis des importations et renforce la résilience de la chaîne d'approvisionnement.

ÉDUCATION

Le budget positionne l'éducation comme un moteur de productivité et d'employabilité, en mettant l'accent sur la modernisation des institutions nationales, l'expansion des compétences modulaires et l'intégration entre le monde universitaire et l'industrie afin de combler les lacunes en matière de compétences et de renforcer la compétitivité de la main-d'œuvre indienne et les centres de compétences mondiaux, notamment les hubs de R&D.

Changements Récents de Politique

Droit des sociétés | Réglementation des opérations de change | Fiscalité | Digital India | Divers

DROIT DES SOCIÉTÉS

- Le Ministry of Corporate Affairs ('MCA') a révisé le formulaire CRL-1 (Déclaration relative au nombre de niveaux) afin d'améliorer la gouvernance d'entreprise et la surveillance réglementaire des structures de groupe.
- Le MCA a introduit le formulaire INC-22A ACTIVE modifié afin de mettre en œuvre le géomarkage des locaux des entreprises afin de garantir l'authenticité des sièges sociaux et d'aider le MCA à identifier et à éliminer les entités fictives.
- Les règles relatives à la responsabilité sociale des entreprises ('RSE') ont été modifiées afin d'élargir l'éligibilité et de les rendre obligatoire pour les entités implémentant la RSE, afin de garantir que seules les entités vérifiées et enregistrées fiscalement puissent désormais recevoir des fonds RSE.
- Le MCA a considérablement élargi la procédure Fast-Track Merger (FTM) afin d'inclure les fusions entre entreprises dans certaines limites financières. Ces fusions peuvent désormais être approuvées par le directeur régional, sous l'égide du Ministry of Corporate Affairs au lieu du National Company Law Tribunal.**
- La définition de « petite entreprise » a été révisée, augmentant la limite du capital libéré de 40 millions à 100 millions d'INR et le seuil de chiffre d'affaires de 400 millions à 1 milliard d'INR.

RESERVE BANK OF INDIA

- La Banque centrale indienne ('RBI') a publié de nouvelles règles et directives relatives au Foreign Exchange Management Act ('FEMA') afin de simplifier et de rendre plus équitable le processus. Les modifications apportées plafonnent désormais les amendes, suppriment les frais supplémentaires pour les récidives et traitent les nouvelles demandes de manière indépendante.**
- La RBI a publié les Digital Lending Directions, 2025, qui consolident et remplacent les cadres précédents afin de rendre les prêts numériques plus sûrs et plus transparents. Ces règles couvrent la gouvernance, la confidentialité des données, les obligations d'information, les pratiques de recouvrement et l'utilisation par des tiers, et comprennent un répertoire centralisé d'applications visant à protéger les intérêts des emprunteurs.

FISCALITÉ

- Le Central Board of Direct Taxes ('CBDT') a publié un formulaire ITR-U révisé pour le dépôt des déclarations mises à jour et a

prolongé le délai de dépôt à 48 mois à compter de la fin de l'année d'imposition concernée, avec des pénalités fiscales supplémentaires, progressivement plus élevées en fonction de la durée du retard.

- Le CBDT a relevé le seuil de chiffre d'affaires pour bénéficier du Safe Harbour de 2 milliards à 3 milliards d'INR, et a ajouté les batteries lithium-ion utilisées dans les véhicules électriques ou hybrides à la définition des composants automobiles essentiels.
- Le ministère des Finances a rationalisé la GST en consolidant les tranches d'imposition, en réduisant les taux pour le secteur automobile, y compris les petites voitures, les deux-roues, les véhicules utilitaires et certaines pièces automobiles, et en exonérant les primes d'assurance vie et santé dans le cadre de la GST 2.0, afin d'alléger la charge des consommateurs, de relancer la demande et de soutenir la croissance économique.**

InvIT et REIT

- La Securities and Exchange Board of India ('SEBI') a révisé les circulaires générales relatives aux InvIT et aux REIT afin de rationaliser les normes de blocage des promoteurs et d'autoriser le transfert intra-groupe des parts bloquées, améliorant ainsi la structuration et la flexibilité de sortie pour les promoteurs étrangers et les investisseurs internationaux dans les infrastructures en Inde.
- L'introduction des offres de suivi ('FOO') permet aux InvIT et aux REIT de lever des capitaux supplémentaires après leur introduction en bourse, offrant ainsi aux investisseurs étrangers dans les infrastructures un mécanisme de financement évolutif sans dilution du contrôle opérationnel.
- Des dispositions ont été ajoutées concernant la détention publique minimale obligatoire de parts (25 %), la certification de due diligence et les dispositions relatives aux intérêts en cas d'attribution ou d'introduction en bourse infructueuse, renforçant ainsi la sécurité réglementaire.

ACCORDS DE LIBRE-ÉCHANGE

- L'Inde et le Royaume-Uni ont signé le Comprehensive Economic and Trade Agreement ('CETA') afin de stimuler le commerce et les investissements grâce à un accès en franchise de droits pour 99 % des exportations indiennes, un meilleur accès aux services, une mobilité professionnelle facilitée et jusqu'à trois ans d'allègement des cotisations sociales pour les travailleurs indiens.

- L'India Oman Comprehensive Economic Partnership Agreement ('CEPA') réduit les barrières commerciales, élargit la coopération dans des secteurs clés tels que les infrastructures, l'industrie manufacturière, la logistique et les énergies vertes, et explore le commerce en monnaie locale et un traité bilatéral d'investissement.
- L'India-New Zealand FTA offre un accès en franchise de droits à 100 % pour les exportations indiennes, un engagement d'investissement de 20 milliards d'USD, des mesures de sauvegarde pour les secteurs sensibles et des avantages pour les industries à forte intensité de main-d'œuvre et la mobilité des étudiants.
- L'Inde et l'Union européenne ont conclu des négociations sur un accord de libre-échange complet, couvrant des économies dont le marché combiné dépasse 24 000 milliards d'USD, avec des échanges bilatéraux annuels de plus de 136,54 milliards d'USD, dans le but de développer le commerce, les investissements et l'intégration de la chaîne d'approvisionnement.**

DIVERS

- La Commission européenne a proposé un ensemble de mesures (Omnibus) visant à réduire de 25 % les exigences de conformité en matière de durabilité (35 % pour les PME) en simplifiant les normes de reporting, la taxonomie de l'UE et les normes de due diligence.
- Le MoEFCC a modifié les règles relatives à la gestion des déchets plastiques afin de rendre obligatoire l'utilisation de matériaux recyclés, de renforcer la responsabilité élargie des producteurs, d'introduire des crédits pour les importateurs, de fixer des normes de réutilisation pour les emballages rigides et d'exiger la déclaration sur le portail du CPCB.

DIGITAL INDIA

- Le gouvernement a notifié les Digital Personal Data Protection ('DPDP') Rules, afin d'établir le cadre opérationnel du nouveau régime indien de confidentialité des données et de définir des procédures détaillées pour la gestion du consentement, la notification des violations, la conservation des données et les transferts transfrontaliers. L'objectif est de donner aux citoyens un plus grand contrôle sur leurs données personnelles tout en offrant aux entreprises une voie de conformité claire et structurée, alignée sur les normes mondiales.**

COMMERCE EXTÉRIEUR

(Avril - Août 2025)

PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX DE L'INDE				
S. No.	Principales Exportations vers	Part (%)	Principales Importations depuis	Part (%)
1	USA	19.77	Chine	15.73
2	EAU	8.37	Russie	8.85
3	Pays-Bas	5.20	EAU	8.79
4	Royaume-Uni	3.32	USA	6.33
5	Chine	3.26	Arabie Saoudite	4.18
6	Singapour	2.96	Iraq	4.01
7	Arabie Saoudite	2.69	Indonésie	3.16
8	Bangladesh	2.62	Suisse	3.02
9	Allemagne	2.43	Corée du Sude	2.95
10	Australie	1.96	Singapour	2.92

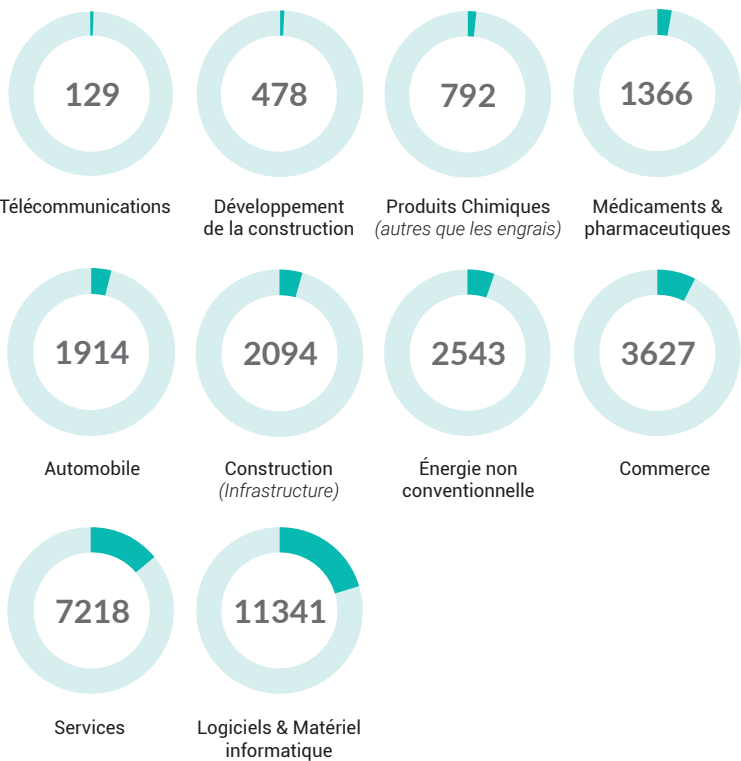
INVESTISSEMENTS DIRECTS ÉTRANGERS

(en millions d'USD)

FLUX ENTRANTS D'IDE (TOP 10 PAYS)						
Rang	Pays	2023	2024	2025 (jusqu'à Sept.)	Flux entrants cumulés (Jan 2000 - Sep 2025)	% des flux totaux (Jan 2000 - Sep 2025)
1	Singapour	11,568	16,310	14,902	186,826	24
2	Île Maurice	8,444	7,892	4,849	183,847	24
3	USA	3,922	5,900	8,341	77,413	10
4	Pays-Bas	2,619	6,715	2,186	54,959	7
5	Japon	3,102	1,807	2,329	45,692	6
6	Royaume-Uni	1,048	861	784	36,453	5
7	EAU	2,681	4,639	2,539	25,187	3
8	Îles Cayman	363	422	1,907	17,469	2
9	Chypre	919	1,191	1,425	16,057	2
10	Allemagne	564	463	430	15,410	2

COMPOSITION SECTORIELLE DES IDE

(2025 - jusqu'à Septembre 2025) (en millions d'USD)

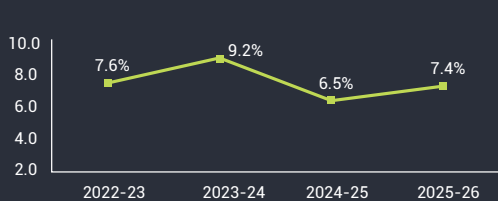


Indicateurs Économiques

PRODUIT INTÉRIEUR BRUT (PIB)

La croissance du PIB pour l'exercice 2025-26 est estimée à 7,4%, contre 6,5% pour l'exercice 2024-25.

Croissance du PIB (%)

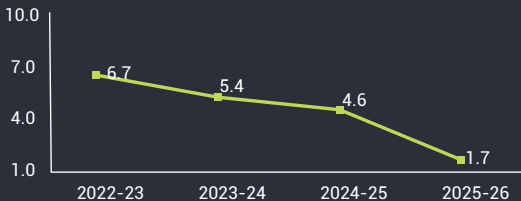


Les chiffres pour l'exercice 2023-24 sont des premières estimations révisées.
Les chiffres pour l'exercice 2024-25 sont des estimations provisoires.
Les chiffres pour l'exercice 2025-26 sont des premières estimations anticipées.

INFLATION

L'inflation globale basée sur l'indice des prix à la consommation (IPC) a diminué, passant de 4,6% pour l'exercice 2024-25 à 1,7% pour l'exercice 2025-26.

Inflation globale basée sur l'IPC (%)

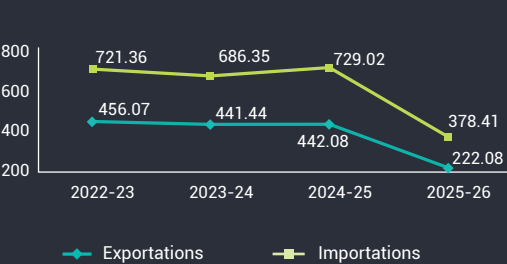


Le chiffre pour l'exercice 2025-26 concerne la période d'avril à décembre.

COMMERCE EXTÉRIEUR

Les exportations jusqu'à Septembre 2025 se sont élevées à 222,08 milliards d'USD, tandis que les importations se sont élevées à 378,41 milliards d'USD.

Exportations et Importations (en milliards d'USD)

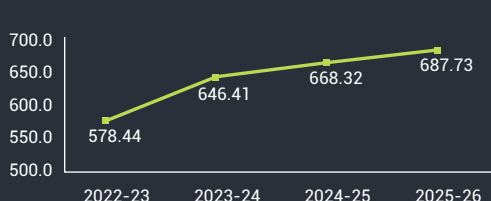


Les chiffres pour l'exercice 2025-26 sont des estimations préliminaires pour la période d'avril à septembre.

RÉSERVES DE CHANGE

Les réserves de change s'élèvent à 687,73 milliards d'USD en décembre 2025.

Réserves de change (en milliards d'USD)



Le chiffre pour l'exercice 2025-26 correspond à la fin du mois de décembre 2025.

INFRASTRUCTURE

INDUSTRIES DE BASE

La production d’acier et de ciment entre avril et décembre 2025 a augmenté de respectivement 9,5% et 8,8% par rapport à la même période de l’année précédente. La production de produits raffinés, d’engrais et d’électricité a augmenté, tandis que celle de charbon, de pétrole brut et de gaz naturel a diminué.

Taux de croissance dans industries de base (%)

SECTEUR	2022-23	2023-24	2024-25	AVRIL À DÉCEMBRE	
				2024-25	2025-26*
Charbon	14.8	11.8	5.1	6.2	-0.7
Pétrole Brut	-1.7	0.6	-2.2	-2.1	-1.9
Gaz Naturel	1.6	6.1	-1.2	0.8	-3.2
Produits de raffinage	4.8	3.6	2.8	2.7	0.1
Engrais	11.3	3.7	2.9	1.6	1.7
Acier	9.3	12.5	6.8	6.8	9.5
Ciment	8.7	8.9	6.3	4.0	8.8
Électricité	8.9	7.1	5.2	5.4	0.3
Indice Global	7.8	7.6	4.5	4.5	2.6

* Les chiffres pour la période d'avril à décembre pour l'exercice 2025-26 sont provisoires.

ÉNERGIE

La production totale d’électricité a enregistré une baisse de 0,17% entre avril et décembre 2025 par rapport à la même période de l’année précédente. Cependant, la production à partir de sources d’énergie renouvelables (y compris les petites centrales hydroélectriques) a enregistré une croissance de 23,12%.

(en milliards d’unités)

SOURCE D’ÉNERGIE	AVRIL À NOVEMBRE		
	2024	2025	Croissance %
Thermique	908.00	850.44	-6.34
Nucléaire	37.91	35.94	-5.18
Hydraulique (Large)	117.76	133.42	13.30
Sources d’énergie renouvelables	169.72	208.95	23.12
Importations de butane	5.22	7.71	47.82
Production totale d’énergie	1238.61	1236.46	-0.17

TÉLÉCOMMUNICATIONS

Les services de télécommunications contribuent à hauteur d’environ 1,2% à la valeur ajoutée brute, avec un total de connexions dépassant 1,2 milliard en novembre 2025 et une télédensité atteignant environ 86,8%, grâce à la croissance rurale. Les abonnements à Internet ont atteint environ 1,01 milliard, tandis que la consommation moyenne de données est passée de 62 Mo en 2014 à 25 Go à la mi-2025, et les prix des données sont passés de 300 INR par Go en 2014 à 8,3 INR par Go en 2025, grâce au déploiement des services 5G et au développement des technologies 4G/5G locales.

CHEMINS DE FER

Les Indian Railways ont étendu leur réseau à environ 69 439 km en mars 2025, avec un objectif supplémentaire de 3 500 km pour l’exercice 2026. L’électrification a atteint environ 99,1% du réseau total en octobre 2025, améliorant ainsi l’efficacité. Les dépenses d’investissement soutenues dans l’augmentation de la capacité, les corridors dédiés au fret, le matériel roulant, la signalisation, le réaménagement des gares et les technologies de sécurité telles que Kavach ont amélioré la fiabilité du réseau, renforcé l’efficacité logistique, la sécurité et l’expérience des passagers.

PORTS ET TRANSPORT MARITIME

Le secteur maritime indien a amélioré sa compétitivité logistique grâce à la modernisation des ports, à la mécanisation et à la facilitation du commerce numérique, les délais de rotation des conteneurs dans les principaux ports se rapprochant des références mondiales. Le nombre de projets en PPP est passé de 37 en 2015 à 87 en 2025, la valeur des projets ayant presque quadruplé et la capacité supplémentaire atteignant environ 660 millions de tonnes par an.

SPATIAL

Le secteur spatial indien a franchi des étapes importantes, avec l’exploitation de 56 engins spatiaux actifs et la démonstration d’un amarrage autonome de satellites via SpaDeX. Parmi les principales réalisations, citons le 100e lancement depuis Sriharikota, la charge utile LEO la plus lourde via LVM3-M6, et des missions telles que GSLV-F15, NASA-ISRO NISAR et Axiom-4. Les réformes via IN-SPaCe, plus de 300 start-ups, la libéralisation des IDE jusqu’à 100% et le lancement d’un fonds de capital-risque de 10 milliards d’INR ainsi que d’un fonds d’adoption technologique de 5 milliards d’INR pour accélérer la commercialisation et l’innovation continuent de catalyser la participation du secteur privé.

Dates clés des déclarations pour l'année 2026-27

(Les dates peuvent être révisées à la suite de la notification des régulateurs)

FISCALITÉ

Aspect réglementaire	Date d'échéance
Déclaration d'impôt sur les sociétés	31 Octobre / 30 Novembre
Rapport d'audit fiscal	30 Septembre / 31 Octobre
Rapport sur le Prix de transfert	31 Octobre
Déclarations TDS/TCS (Retenue d'impôt)	Trimestriel
Déclaration d'impôt sur le revenu	31 Juillet
Entreprise/Professionnel ne nécessitant pas d'audit	31 Août
Déclarations périodiques de GST	
- CA > 50 millions d'INR	Mensuel
- CA ≤ 50 millions d'INR	Trimestriel / Mensuel
Déclaration annuelle de GST (GSTR-9)	
- CA > 20 millions d'INR	Annuel
Déclaration de rapprochement de la GST et auto-certification par la direction (GSTR-9C)	
- CA > 50 million d'INR	Annuel

CONFORMITÉS

Aspect réglementaire	Date d'échéance
Dépôt de la TDS	7 de chaque mois
Dépôt de la GST	
- CA > 50 millions d'INR	20 de chaque mois
- CA ≤ 50 millions d'INR	20 / 22 / 24 de chaque mois / trimestre*

*Diffère selon l'État

DROIT DES SOCIÉTÉS

Aspect réglementaire	Date d'échéance
Réunion du Conseil d'Administration	Quatre réunions par an avec un intervalle ne dépassant pas 120 jours entre deux réunions.
Assemblée Générale Annuelle (AGA) (adoption des états financiers)	Sous 6 mois suivant la fin de l'exercice
Déclaration annuelle au ROC	Sous 60 jours suivant l'AGA
Dépôt des comptes annuels au ROC	Sous 30 jours suivant l'AGA

À PROPOS

Cabinet multidisciplinaire composé de consultants en stratégie d'entreprise, d'experts-comptables, de conseillers fiscaux et d'analystes financiers et marketing.

Des équipes solidement structurées, spécialisées par domaine, guidées par des professionnels compétents et expérimentés, présents à travers toute l'Inde, afin de garantir un excellent service aux clients.

SERVICES

- Comptabilité et soutien aux entreprises
- Commissariat aux comptes
- Conseil aux entreprises
- Cybersécurité
- Services d'externalisation
- Gestion des risques
- Fiscalité
- Conseil en transactions



PRÉSENCE EN INDE

19+	70	6000+	1300+
Villes	Associés/ Directeurs	Clients	Professionnels en interne

PRÉSENCE MONDIALE

50,000	750	147
Collaborateurs	Bureaux	Territoires

bakertilly.in

BUREAUX EN INDE

New Delhi

Ahmedabad

Bengaluru

Chennai

Gurgaon

Hyderabad

Kochi

Mumbai

Pune

Now, for tomorrow

